

Israël est anachronique

2 octobre 2003

Mémo à: Fans, Internauts, Clients
De: Jude Wanniski
Re: Après la feuille de route

Dans les médias, Thomas L. Friedman, l'éditorialiste du New York Times, est la meilleure source d'analyse sur les informations relatives à la lutte Israélo-arabe. Dans son éditorial d'aujourd'hui, Friedman implore le gouvernement israélien d'essayer la nouvelle initiative consistant à "démanteler les implantations" et de ne pas être tenté d'y renoncer, tant que le monde ne se sera pas rendu compte si les Palestiniens sont sérieux ou non à propos de la solution consistant à établir deux états. Dans la dernière ligne de son article, il précise que nous ne devrions pas nous attendre à ce que Washington pousse Sharon à une telle initiative : "L'équipe de Bush, qui devrait s'attacher à vérifier la réalité des faits, est tombée si profondément dans la poche de Sharon qu'on ne sait plus où elle est passée." Il semble qu'il s'agisse là de la part de Friedman d'un nouveau revirement puisqu'il a récemment enterré la solution de deux états pour méditer sur le futur qui pourrait surgir au cas où cette solution serait purement et simplement abandonnée. Ce qui suit est la meilleure analyse (avec ces dernières lignes) faite par Tony Judt, professeur à l'Université de New York qui écrit assez régulièrement pour la New York Review of Books, et qui a été publiée dans son numéro du 23 octobre. Ce bi-hebdomadaire est devenu une de mes lectures préférées justement parce qu'il y a des penseurs et des auteurs comme Judt qui y sont régulièrement publiés.

Israël: L'Alternative

le 25 septembre 2003

Par Tony Judt

Le processus de paix au Proche-Orient est mort. Pas de mort naturelle : il a été assassiné. Mahmoud Abbas a été littéralement poignardé par le président de l'Autorité Palestinienne et humilié par le Premier ministre israélien. Son successeur s'attend à un sort similaire. [...] Israël continue de se moquer de son protecteur américain, en construisant des implantations illégales avec un mépris cynique pour la "feuille de route". Le président des États-Unis en a été réduit à jouer le rôle de la marionnette du ventriloque, récitant piteusement la ligne du cabinet israélien : "Tout est la faute d'Arafat". Les Israéliens eux-mêmes attendent amèrement le prochain poseur de bombe suicidaire. Les Arabes palestiniens, parqués dans des Bantoustans de plus en plus étroits, subsistent grâce aux aides de l'UE. Dans le paysage parsemé de cadavres du Croissant Fertile, Ariel Sharon, Yasser Arafat et une poignée de terroristes peuvent crier victoire et c'est ce qu'ils font. Sommes-nous arrivés au bout de la route ? Que faut-il faire ?

À l'aube du vingt et unième siècle, dans le crépuscule des empires continentaux, les peuples assujettis d'Europe rêvaient de former des "États-nations", des patries territoriales où les Polonais, les Tchèques, les Serbes, les Arméniens et les autres pourraient vivre libres et maîtriser leur propre destin. Quand les empires des Habsbourg et des Romanov s'effondrèrent après la première guerre mondiale, leurs dirigeants saisirent l'occasion. Une kyrielle de

nouveaux états émergea et la première décision qu'ils prirent fut de privilégier leur majorité nationale et "ethnique" - définie en fonction de la langue, de la religion ou de l'histoire ancienne, ou des trois - aux dépens des minorités locales gênantes qui furent reléguées à un statut de seconde classe : ils devenaient des résidents étrangers permanents chez eux.

Mais un mouvement nationaliste, le sionisme, vit ses ambitions frustrées. Le rêve d'établir une patrie juive judicieusement située au beau milieu de l'empire ottoman défunt devait attendre le retrait de l'empire britannique : un processus qui prit trois décennies supplémentaires et une deuxième guerre mondiale. Et c'est pourquoi l'État nation juif ne fut établi qu'en 1948, dans l'ancienne Palestine ottomane. Mais les fondateurs de l'État juif avaient été influencés par les mêmes concepts et les mêmes thèmes que leurs contemporains fin de siècle de Varsovie, d'Odessa ou de Bucarest, et il n'est pas surprenant que l'auto-définition ethnico-religieuse d'Israël, ainsi que sa discrimination des "étrangers" de l'intérieur, a toujours eu plus de ressemblance avec, disons, les pratiques de la Roumanie post-Habsbourg que les partis [politiques israéliens] ne veulent bien le reconnaître.

Le problème avec Israël, pour faire court, n'est pas - ainsi qu'il est parfois suggéré - qu'il soit une "enclave" européenne à l'intérieur du monde arabe, c'est plutôt qu'il est arrivé trop tard. Il a importé une caractéristique séparatiste de fin de dix-neuvième siècle dans un monde qui a évolué - un monde de droits individuels, de frontières ouvertes et de lois internationales. L'idée même d'un "État juif" - un État où les Juifs et la religion juive ont des privilèges exclusifs, dont les citoyens non-juifs sont exclus à jamais, trouve ses racines dans un autre temps et un autre lieu.

Bref, Israël est un anachronisme.

Cependant, il y a un attribut d'Israël qui n'existait pas dans ces anciens micro-États, peu sûrs et défensifs, nés de l'effondrement impérial : la démocratie. D'où le dilemme actuel dans lequel Israël se trouve. Grâce à son occupation des terres conquises en 1967, Israël doit maintenant choisir entre trois solutions peu engageantes. Il peut démanteler les implantations juives des territoires, retourner à la frontière de 1967 à l'intérieur de laquelle les Juifs constituent une nette majorité, et rester ainsi à la fois un État juif et une démocratie, mais qui comprendra cependant une communauté constitutionnellement anormale de citoyens arabes de seconde classe.

Dans le cas contraire, Israël peut continuer à occuper la "Samarie", la "Judée" et Gaza, dont la population arabe - ajoutée à la population arabe actuelle d'Israël - représentera la majorité démographique d'ici cinq à huit ans : dans ce cas-là, Israël sera soit un État juif (avec une majorité de plus en plus importante de non-Juifs sans droits politiques), soit une démocratie. Mais il ne pourra pas logiquement être les deux à la fois.

Ou encore, Israël pourra garder le contrôle des Territoires Occupés mais devra se débarrasser de la population arabe majoritairement écrasante : soit par l'expulsion forcée, soit en les privant de terres, et donc de moyen de subsistance, en ne leur laissant d'autre alternative que de s'exiler. De cette manière, Israël pourrait vraiment rester à la fois juif et au moins formellement démocratique, mais au coût de devenir le premier État de la démocratie moderne à avoir conduit un nettoyage ethnique de grande ampleur en tant que projet d'État, ce qui le condamnerait à coup sûr, et pour toujours, à devenir un paria international, un État hors-la-loi.

Quiconque supposerait que cette troisième option est absolument impensable pour un État juif n'a pas dû faire attention à l'augmentation constante de colonies et de confiscations de terres en Cisjordanie pendant ces vingt-cinq dernières années, ni écouté les généraux et les politiciens de la droite israélienne, dont certains font actuellement partie du gouvernement. Dans la politique israélienne, le Likoud occupe actuellement la place de la majorité silencieuse. Son élément principal est le parti Herout de feu Ménéahem Begin. Herout a succédé aux sionistes révisionnistes de l'entre-deux-guerres de Vladimir Jabotinsky, dont l'indifférence inflexible vis-à-vis des subtilités légales et territoriales leur a valu dans le passé, de la part des sionistes de gauche, l'épithète de "fascistes". Lorsque l'on entend le vice-Premier ministre d'Israël, Ehoud Olmert, insister fièrement sur le fait que son pays n'a pas exclu l'option d'assassiner le président élu de l'Autorité Palestinienne, il est clair que cette étiquette n'a jamais été aussi appropriée. Le meurtre politique est une pratique fasciste.

La situation d'Israël n'est pas encore désespérée, mais elle pourrait devenir rapidement inextricable. Les attentats suicides ne mettront pas Israël à terre et les Palestiniens ne disposent pas d'autres armes. Il est évident que certains Arabes radicaux n'auront de cesse que d'essayer de rejeter tous les Juifs dans la Méditerranée, mais ces derniers ne représentent aucune menace stratégique pour Israël, et l'armée israélienne le sait bien. Ce que les Israéliens sensés craignent bien plus que le Hamas ou les Brigades al-Aqsa, c'est l'émergence d'une majorité arabe dans le "Grand Israël" et, par-dessus tout, l'érosion de la culture politique et civile de leur société. Ainsi que l'écrivait récemment l'éminent membre du parti travailliste, Avraham Burg, "Après deux mille ans de lutte pour survivre, la réalité de l'État d'Israël est qu'il est un état colonial, dirigé par une clique corrompue qui se moque de la loi et de la moralité civique, et les méprise."ⁱ

À moins que quelque chose ne change, Israël, dans une demi-décennie, ne sera ni juif ni démocratique. C'est là que les Etats-Unis entrent dans le tableau. L'attitude d'Israël a été un désastre pour la politique étrangère américaine. Avec le soutien américain, Jérusalem s'est constamment et ouvertement moquée des résolutions de l'ONU lui ordonnant de se retirer des terres conquises et occupées par la guerre. Israël est le seul état du Moyen-Orient à posséder de réelles et mortelles armes de destruction massive. En fermant les yeux, les Etats-Unis ont réussi à saper leurs propres efforts pour empêcher que de telles armes ne tombent entre les mains d'autres petits Etats potentiellement belligérants. Le soutien inconditionnel de Washington envers Israël, malgré des appréhensions (restées silencieuses) est la principale raison qui a fait que le reste du monde ne croit plus à notre bonne foi.

Il est maintenant tacitement reconnu, par ceux qui sont en situation de le savoir, que les raisons invoquées par l'Amérique pour partir en guerre contre l'Irak ne sont pas nécessairement celles dont elle a fait la promotion à l'époque.ⁱⁱ Pour beaucoup, dans l'actuelle administration américaine, une des considérations stratégiques principales était le besoin de déstabiliser le Moyen-Orient et ensuite de le reconfigurer d'une façon censée être favorable à Israël. Cette histoire continue. Nous haussons maintenant la voix de façon belliqueuse en direction de la Syrie parce que le renseignement israélien nous a assuré que les armes irakiennes y ont été transférées - affirmation qu'aucune autre source ne vient corroborer. La Syrie soutient le Hezbollah et le Djihad islamique : ennemis jurés d'Israël, c'est sûr, mais représentant difficilement une menace internationale. Cependant, Damas a jusqu'à présent fourni aux Etats-Unis des informations essentielles sur al-Qaïda. Tout comme l'Iran, autre cible de longue-date de la colère israélienne, que nous nous aliéons activement, la Syrie est plus utile aux Etats-Unis comme amie que comme ennemie. Quelle guerre sommes-nous en train de mener ?

Le 16 septembre 2003, les Etats-Unis ont opposé leur veto à une résolution du conseil de sécurité de l'ONU demandant à Israël de renoncer à sa menace d'expulser Yasser Arafat. Pourtant, les officiels américains eux-mêmes reconnaissent en privé que cette résolution était légitime et prudente, et que les discours de plus en plus délirants de l'actuelle direction israélienne, en réhabilitant Arafat aux yeux du monde arabe, constituent une menace majeure à la paix. Mais les Etats-Unis ont quand même bloqué cette résolution, s'apercevant encore un peu plus notre crédibilité de médiateur sincère pour la région. Les amis et les alliés de l'Amérique, dans le monde entier, ne s'étonnent plus de tels actes, ce qui ne les empêche pas d'être navrés et déçus. Pendant de nombreuses années, les politiciens israéliens ont activement contribué à leurs propres difficultés ; alors pourquoi continuons-nous de les aider et de nous rendre complices de leurs erreurs ? Dans le passé, les Etats-Unis ont timidement envisagé de faire pression sur Israël en les menaçant de retrancher de leur aide annuelle la part de subventions attribuées aux colons de Cisjordanie. Mais la dernière fois qu'ils ont essayé, sous l'administration de Clinton, Jérusalem a contourné le problème en prenant l'argent au titre de "dépense de sécurité". Washington a accepté le subterfuge, et sur 10 milliards de dollars d'aide américaine sur quatre ans, entre 1993 et 1997, moins de 775 millions ont été retranchés. Le programme d'implantations s'est poursuivi sans entrave. Maintenant, nous n'essayons même plus de le stopper.

Cette réticence à dire les choses et à agir ne favorise personne. Elle a aussi érodé le débat intérieur. Plutôt que de réfléchir honnêtement sur le Moyen-Orient, les politiciens et les experts américains préfèrent calomnier nos alliés européens lorsqu'ils expriment leur désaccord. Ils parlent, sur un ton désinvolte et parfaitement irresponsable, d'une résurgence de l'antisémitisme lorsque Israël est critiqué, et ils réprimandent sévèrement chez eux toute personnalité publique qui essaye de rompre le consensus.

Mais la crise au Moyen-Orient ne va pas disparaître ainsi. Après avoir dit le minimum sur la "feuille de route" en juin dernier pour calmer Tony Blair, le président Bush se fera probablement remarquer en 2004 par son absence dans la bataille. Mais tôt ou tard, il faudra bien qu'un homme d'Etat américain dise la vérité à un Premier ministre israélien, et qu'il fasse en sorte qu'il écoute. Depuis deux décennies, la gauche israélienne et les Palestiniens modérés ont défendu sans relâche l'idée que le seul espoir pour Israël réside dans le démantèlement de toutes les colonies et dans le retour aux frontières de 1967, en échange d'une véritable reconnaissance de ces frontières par les Arabes, ainsi que dans la création d'un État palestinien stable et sans terroristes, soutenu (et contrôlé) par les agences occidentales et européennes. Cette solution juste, qui était réalisable, représente toujours le consensus international.

Mais j'ai le sentiment qu'il est déjà trop tard pour la mettre en œuvre. Il y a trop d'implantations, trop de colonies, trop de Palestiniens, et tous vivent ensemble, même s'ils sont séparés par des barbelés et des check-points. Quoi que dise la "feuille de route", la vraie carte est celle du terrain, et c'est cela, comme disent les Israéliens, qui reflète la réalité. Peut-être bien que plus de 250 000 mille colons juifs, lourdement armés et subventionnés, quitteraient volontairement la Palestine arabe. mais personne n'est dupe. Nombre de ces colons préféreraient mourir - et tuer - que partir. Le dernier des Israéliens à avoir tiré sur des Juifs par raison d'État fut David Ben Gourion, qui désarma par la force en 1948 la milice illégale de l'Irgoun de Méناهem Begin et qui l'intégra dans les toutes nouvelles forces de défense israéliennes. Ariel Sharon n'est pas Ben Gourion.ⁱⁱⁱ

Le moment est venu de penser l'impensable. La solution de deux états - cœur du processus d'Oslo et "feuille de route" actuelle - est probablement déjà morte. Avec chaque année qui passe nous retardons le moment du choix, pourtant inévitable, et bien plus douloureux que les seules extrême droite et extrême gauche ont admis, chacune pour des raisons qui leur sont propres. Le véritable choix auquel le Proche-Orient sera confronté dans les prochaines années sera : soit un Grand Israël, nettoyé sur le plan ethnique, soit un État unique, intégré et binational, constitué de Juifs et d'Arabes, d'Israéliens et de Palestiniens. En fait, c'est ainsi que les tenants de la ligne dure du cabinet Sharon voient les choses ; et c'est la raison pour laquelle ils anticipent le déplacement des Arabes comme condition inéluctable à la survie de l'État juif.

Mais que se passerait-il s'il n'y avait pas de place pour un "État juif" dans le monde d'aujourd'hui ?

Et si la solution binationale était non seulement de plus en plus probable mais vraiment le dénouement souhaitable ? Il ne s'agit pas d'une idée si incongrue. La plupart des lecteurs qui liront cet essai vivent dans des États pluralistes, qui sont devenus depuis longtemps multiethniques et multiculturels. "L'Europe Chrétienne", n'en déplaise à M. Valéry Giscard d'Estaing, est devenue désuète, et la civilisation occidentale d'aujourd'hui est une mosaïque de couleurs, de religions et de langues, de Chrétiens, de Juifs, de Musulmans, d'Arabes, d'Indiens, et de beaucoup d'autres - ainsi que tout visiteur de Londres, Paris ou Genève peut s'en rendre compte.^{iv}

Tout en Israël en fait une société multiculturelle, tout, sauf le nom. Car Israël diffère des autres États démocratiques par son recours au critère ethnico-religieux avec lequel il étiquète et classe ses citoyens. C'est une bizarrerie parmi les nations modernes. Non pas parce que - comme les plus paranoïaques de ses supporters l'affirment - Israël est un État juif et que personne ne veut que les Juifs aient un État, mais parce que c'est un État juif dans lequel une communauté - les Juifs - est au-dessus des autres, à une époque où un État de cette sorte n'a pas sa place.

Pendant de nombreuses années, Israël a revêtu une signification particulière pour le peuple juif. Après 1948, il a accueilli des centaines de milliers de survivants sans défense qui n'avaient nul autre endroit où aller ; sans Israël, leur condition aurait été absolument désespérée. Israël avait besoin des Juifs et les Juifs avaient besoin d'Israël. Les circonstances de sa naissance ont ainsi lié inextricablement l'identité d'Israël à la Shoah, le projet allemand d'exterminer les Juifs d'Europe.

En conséquence, toute critique d'Israël est ramenée inéluctablement à la sinistre mémoire de ce projet, ce que les défenseurs d'Israël sont honteusement prompts à exploiter. Trouver des fautes à l'État juif c'est penser des Juifs en mal. Le fait même d'imaginer une configuration alternative au Proche-Orient, c'est comme leur infliger une équivalence morale au génocide.

Dans les années qui suivirent la deuxième guerre mondiale, l'existence même d'Israël rassurait les millions de Juifs qui n'y vivaient pas - soit qu'ils considéraient Israël comme une assurance contre la renaissance de l'antisémitisme, soit que ça leur rappelait tout simplement que les Juifs pouvaient et devaient combattre. Avant qu'il y ait un État juif, les minorités juives des sociétés chrétiennes regardaient par-dessus leurs épaules avec inquiétude et

gardaient un profil bas ; depuis 1948, ils pouvaient marcher la tête haute. Mais ces dernières années, la situation s'est tragiquement inversée.

Aujourd'hui, les Juifs non-israéliens se sentent une fois de plus exposés à la critique et vulnérables aux attaques pour des choses qu'ils n'ont pas commises. Sauf que cette fois-ci, ils sont les otages d'un État juif et non pas chrétien. Bien que les Juifs de la diaspora ne puissent pas influencer les politiques israéliennes, ils y sont implicitement identifiés, d'autant plus qu'Israël exige d'eux avec insistance qu'ils lui fassent acte d'allégeance. Le comportement d'un État juif auto-qualifié affecte la manière dont chacun regarde les Juifs. La fréquence croissante d'attaques contre les Juifs, en Europe et ailleurs, est avant tout imputable aux tentatives dirigées par erreur, souvent du fait de jeunes musulmans, de répliquer à Israël. La vérité qui fait mal, c'est que l'attitude actuelle d'Israël n'est pas mauvaise que pour l'Amérique, même si c'est effectivement le cas. Ce n'est pas qu'elle soit mauvaise seulement pour Israël, comme de nombreux Israéliens le reconnaissent. La vérité déprimante est qu'Israël est aujourd'hui mauvais pour les Juifs.

Dans un monde où les nations et les peuples se mélangent de plus en plus et pratiquent l'exogamie à volonté, où les entraves culturelles et nationales pour communiquer ont disparu, à quelques exceptions près, où nous sommes de plus en plus nombreux à avoir de multiples nationalités et où nous nous sentirions faussement gênés si nous devions choisir une seule d'entre elles, dans un tel monde, Israël est vraiment un anachronisme. Il est non seulement un anachronisme mais, de plus, il est dysfonctionnel. Dans le "conflit de cultures" actuel entre démocraties ouvertes et pluralistes et États ethnico-religieux et agressivement intolérants, Israël risque fort de tomber dans le mauvais camp.

Faire passer Israël d'un État juif à un état binational ne sera pas chose facile, bien que cela ne soit pas aussi impossible qu'il ne paraisse : le processus a de facto déjà commencé. Toutefois, cela causera bien moins de bouleversements pour la plupart des Juifs et des Arabes que les ennemis de ce processus - religieux et nationalistes - ne le prétendent. En tous cas, je ne connais personne qui a une meilleure idée : tous ceux qui croient vraiment que la "clôture" résoudra les problèmes ont dû rater l'histoire de ces cinquante dernières années. Cette "clôture" - véritable zone fortifiée, constituée de fossés, de clôtures, de chemins de terre battue (pour repérer les traces de pas), et d'un mur de près de huit mètres de haut par endroit - occupe, divise, et vole la terre cultivable arabe. Elle détruit des villages, les sources de revenu et ce qu'il reste de communauté juive-arabe. Cette "clôture" coûte environ 1 million de dollars au kilomètre et n'apporte rien d'autre qu'humiliation et désagrément, des deux côtés. À l'instar du mur de Berlin, cette "clôture" confirme la banqueroute morale et institutionnelle du régime qu'elle est censée protéger.

Un état binational au Proche-Orient nécessiterait un leadership américain courageux et impliqué à fond. La sécurité des Juifs, comme celle des Arabes, devrait être garantie par une force internationale - bien qu'un état binational légitimement constitué ait plus de facilité pour surveiller les militants de toutes sortes à l'intérieur de ses frontières que lorsqu'ils sont libres de les infiltrer de l'extérieur et qu'ils peuvent s'adresser à des groupes exclus et en colère des deux côtés de la frontière.^v

Un état binational au Proche-Orient nécessiterait l'émergence, parmi les Juifs et parmi les Arabes, d'une nouvelle classe politique. L'idée même d'un mélange de réalisme et d'utopie, sans garantie de succès, n'est pas vraiment l'endroit idéal pour commencer. Mais les alternatives sont bien, bien pires.

ⁱ Voir l'article d'Avraham Burg, "La révolution sioniste est morte," Le Monde du 11 septembre 2003. Ancien chef de l'Agence Juive, Burg a été président de la Knesset, le parlement d'Israël, entre 1999 et 2003 et est actuellement député travailliste à la Knesset. Son article a d'abord été publié dans le quotidien israélien Yediot Aharonot ; il a été largement republié, notamment dans Forward (le 29 août 2003) et dans le London Guardian (le 15 septembre 2003).

ⁱⁱ Voir l'interview du Secrétaire d'Etat adjoint à la Défense Paul Wolfowitz dans le numéro de juillet 2003 de Vanity Fair.

ⁱⁱⁱ En 1979, suite à l'accord de paix conclu avec Anouar el-Sadate, le Premier ministre Begin et le ministre de la Défense Sharon ordonnèrent vraiment à l'armée de fermer les colonies juives implantées sur le territoire appartenant à l'Egypte. La résistance acharnée de quelques colons fut réglée par la force, sans faire de morts. Mais alors, l'armée dut faire face à 3.000 extrémistes, pas 250.000, et le territoire en question était le désert du Sinaï, et non pas les "Samarie et Judée bibliques".

^{iv} Les Albanais en Italie, les Arabes et les Noirs en France ou les Asiatiques en Angleterre continuent tous de rencontrer des hostilités. En France, en Belgique ou même au Danemark et en Norvège, une minorité d'électeurs soutiennent des partis politiques dont l'hostilité à l'égard de "l'immigration" est parfois la seule plate-forme. Mais comparé à ce qui se passait il y a trente ans, l'Europe est une mosaïque multicolore de citoyens égaux, et cela, sans aucun doute, est le modèle du futur.

^v Comme Burg le note, les politiques actuelles d'Israël sont le meilleur outil de recrutement des terroristes: "Nous sommes indifférents au sort des enfants palestiniens, affamés et humiliés ; alors pourquoi sommes-nous surpris lorsqu'ils font sauter nos restaurants ? Même si nous tuions 1000 terroristes par jour, cela ne changerait rien." Voir Burg, "La révolution sioniste est morte."